

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ÉMILE YVERNÈS

La criminalité et le dénombrement (1861-1891)

Journal de la société statistique de Paris, tome 36 (1895), p. 314-325

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1895__36__314_0

© Société de statistique de Paris, 1895, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

II.

LA CRIMINALITÉ ET LE DÉNOMBREMENT (1861-1891).

Dans notre étude sur le crime et le criminel devant le jury (1), nous avons comparé les accusés entre eux à trente ans de distance ; mais les années 1860 et 1890, sur lesquelles portaient nos investigations, ne coïncidant pas avec celles des recensements, il nous avait été impossible de rapprocher les accusés de chaque sexe, de chaque âge, etc., de la population correspondante. Pour combler cette lacune, nous croyons devoir, maintenant, mettre en parallèle les dénombremens et les statistiques criminelles de 1861 et de 1891.

Notre premier travail a démontré que la répartition proportionnelle des accusés, d'après leurs conditions personnelles, se faisait, à toute époque, avec une régularité constante, sauf au double point de vue du degré d'instruction et du domicile. La proportion des accusés illettrés diminue à mesure que se développe l'instruction primaire (2) et celle des accusés domiciliés dans des communes urbaines s'accroît en même temps que s'accroît l'émigration des campagnes vers les villes (3). Les indications que nous mettons aujourd'hui sous les yeux de nos lecteurs ont pour but de faire ressortir, de façon précise, la part contributive de chaque classe de la population à la criminalité.

Tout d'abord, il nous a paru nécessaire de laisser en dehors de toute comparaison avec la population les accusés âgés de moins de 16 ans. En effet, leur nombre est extrêmement restreint : 51 en 1861 (garçons, 37 ; filles, 14) et 35 en 1891 (garçons, 29 ; filles, 6) ; d'autre part, comme notre législation ne fixe pas d'âge minimum pour la responsabilité pénale, on voit comparaître devant le jury des enfants de 7, 8, 9 et 10 ans ; or, si l'on rapprochait les chiffres de la statistique criminelle de ceux du recensement, on arriverait à des proportions sans valeur sérieuse ; enfin les mineurs de 16 ans, accusés de crimes commis sans complices majeurs ou n'entraînant que des peines afflictives et infamantes temporaires, étant renvoyés devant la juridiction correctionnelle en vertu de l'article 68 du Code pénal, le chiffre de ceux qui sont traduits aux assises n'indiquerait pas exactement dans quelle proportion de véritables crimes sont imputés à cette catégorie d'individus.

SEXE. — Le nombre des accusés jugés contradictoirement par les cours d'assises (déduction faite des mineurs de 16 ans), qui avait été, en 1861, de 4762, n'est plus, en 1891, que de 4172, soit une différence en moins, pour la dernière année, de 590 ou de 12 p. 100. On sait que cette réduction est due à ce qu'on appelle la correctionnalisation extra-légale plutôt qu'à une réelle diminution de criminalité.

Les accusés des deux années se divisaient ainsi :

(1) Voir *Journal de la Société de statistique de Paris*, année 1894, p. 325.

(2) Élèves inscrits dans les écoles publiques et privées : 4 286 641 en 1861 et 5 623 401 en 1888-1889 (Levasseur, *la Population française*, tome II, p. 487).

(3) Population urbaine : 28,9 p. 100 en 1861 et 37,4 p. 100 en 1891 (*Résultats statistiques du dénombrement de 1891*, p. 65).

| Années. | Hommes âgés de plus de 16 ans. | | | Femmes âgées de plus de 16 ans. | | |
|-----------|--------------------------------|----------------------------|--------------|---------------------------------|----------------------------|--------------|
| | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. |
| 1861. . . | 3 940 | 13 167 254 | 30 | 822 | 13 392 443 | 6 |
| 1891. . . | 3 475 | 13 563 684 | 26 | 697 | 13 863 171 | 5 |

Le rapport à la population est nécessairement plus faible en 1891 qu'en 1861 ; mais la criminalité de la femme reste toujours cinq fois moindre que celle de l'homme.

AGE. — *Hommes.* — Les accusés, majeurs de 16 ans, se répartissaient comme suit en 1861 et en 1891 :

| Agés de | 1861. | | | 1891. | | |
|-----------------|--------|----------------------------|--------------|--------|----------------------------|--------------|
| | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. |
| 16 à 20 ans. . | 506 | 1 604 576 | 31 | 519 | 1 637 916 | 32 |
| 21 à 24 — . . | 551 | 1 198 312 | 46 | 457 | 1 272 912 | 36 |
| 25 à 29 — . . | 581 | 1 459 666 | 40 | 603 | 1 478 246 | 41 |
| 30 à 39 — . . | 971 | 2 737 198 | 35 | 894 | 2 652 539 | 34 |
| 40 à 49 — . . | 690 | 2 402 939 | 29 | 558 | 2 336 928 | 24 |
| 50 à 59 — . . | 405 | 1 851 566 | 22 | 285 | 1 899 197 | 15 |
| 60 ans et plus. | 236 | 1 912 997 | 12 | 159 | 2 285 946 | 7 |

La diminution qui se remarque pour les accusés âgés de 21 à 24 ans provient, sans aucun doute, de ce que le contingent incorporé dans l'armée active est bien plus considérable aujourd'hui qu'autrefois ; quant à celle que l'on constate pour les accusés ayant dépassé 50 ans, il faut l'attribuer à ce que l'âge avancé du coupable est souvent une cause de correctionnalisation. Les autres proportions ne peuvent donner lieu à aucune observation, car elles sont presque identiques.

Femmes. — Voici, maintenant, pour les femmes âgées de plus de 16 ans, comment elles se décomposaient :

| Agés de | 1861. | | | 1891. | | |
|-----------------|--------|----------------------------|--------------|--------|----------------------------|--------------|
| | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. |
| 16 à 20 ans. . | 122 | 1 618 792 | 7 | 78 | 1 669 856 | 5 |
| 21 à 24 — . . | 142 | 1 252 904 | 11 | 120 | 1 352 424 | 9 |
| 25 à 29 — . . | 167 | 1 473 191 | 11 | 146 | 1 442 533 | 10 |
| 30 à 39 — . . | 182 | 2 682 404 | 7 | 182 | 2 607 727 | 7 |
| 40 à 49 — . . | 121 | 2 367 646 | 5 | 103 | 2 360 500 | 4 |
| 50 à 59 — . . | 51 | 1 859 200 | 3 | 51 | 1 946 924 | 3 |
| 60 ans et plus. | 37 | 2 138 306 | 2 | 17 | 2 483 207 | 0,7 |

La proportion relative aux accusées âgées de 30 à 39 ans est la même en 1891 qu'en 1861 ; pour les autres catégories, il y a diminution en 1891 ; mais la marche est identique : de 16 à 29 ans, progression ; de 40 à 60 ans, réduction. Le rapport de la criminalité de la femme à celle de l'homme présente un écart peu sensible en ce qui concerne les individus âgés de 21 à 29 ans, parce que c'est dans cette période de la vie que l'on rencontre le plus d'accusées coupables d'infanticide, crime spécial à la femme.

ÉTAT CIVIL. — Au point de vue de l'état civil, les 4762 accusés de 1861 et les 4172 de 1891 se classent de la manière suivante :

| | Hommes. | | | Femmes. | | |
|---------------|---------|----------------------------|--------------|---------|----------------------------|--------------|
| | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. |
| 1861. | | | | | | |
| Célibataires. | 2 005 | 4 767 103 | 42 | 428 | 4 158 960 | 10 |
| Mariés. . . | 1 696 | 7 508 766 | 23 | 316 | 7 461 941 | 4 |
| Veufs . . . | 239 | 931 023 | 26 | 78 | 1 790 126 | 4 |
| 1891. | | | | | | |
| Célibataires. | 1 961 | 4 883 912 | 40 | 333 | 4 137 289 | 8 |
| Mariés. . . | 1 316 | 7 640 305 | 17 | 283 | 7 656 679 | 4 |
| Veufs . . . | 198 | 1 049 326 | 19 | 81 | 2 080 695 | 4 |

Ainsi, les accusés mariés ou veufs ont surtout participé à la diminution de criminalité constatée pour 1891, comparativement à 1861; pour les femmes mariées ou veuves, au contraire, les proportions sont absolument semblables les deux années.

Pour compléter ces renseignements, nous ajouterons qu'en 1891, comme en 1861, le quart des accusés mariés avaient des enfants; la proportion des accusés veufs ayant des enfants est descendue de 21 p. 100 en 1861 à 18 p. 100 en 1891.

DEGRÉ D'INSTRUCTION. — Pour déterminer l'influence de l'instruction sur la criminalité, il faudrait trouver à la fois dans le dénombrement de la population et dans la statistique criminelle la répartition des habitants et des accusés en individus complètement illettrés — sachant lire et écrire — ayant reçu une instruction supérieure. Malheureusement, cette indication ne se trouve que dans le dernier de ces documents, de sorte que toute comparaison est impossible. Voici quel avait été en 1861 et quel était, en 1891, le degré d'instruction des accusés, sans distinction de sexe :

| | 1861. | 1891. |
|---|-----------|-------|
| | Pour 100. | |
| Complètement illettrés | 42 | 19 |
| Sachant lire et écrire | 53 | 76 |
| Ayant reçu une instruction supérieure . | 5 | 5 |

Il est probable que si un rapprochement était possible, on obtiendrait des résultats moins favorables pour la classe ignorante. Cependant, il faut bien le reconnaître d'une manière générale : l'instruction ne paraît pas avoir moralisé les masses. En effet, le nombre des accusés et des prévenus jugés, en 1861, pour des crimes et des délits de droit commun, avait été de 151 112, soit de 411 sur 100 000 habitants; il s'est élevé, en 1891, à 206 312 ou 535 sur 100 000 habitants. C'est donc avec raison que M. Levasseur s'exprime ainsi, dans son remarquable ouvrage sur *la Population française* : « On a eu tort de dire que l'instruction chassait le crime. Pour bannir le crime, il faudrait avoir banni du cœur de l'homme les mauvaises passions et de la société les mauvais conseils et les tentatives malsaines; c'est une utopie. »

DOMICILE. — Le nombre des accusés n'ayant pas de domicile fixe a presque triplé en trente ans : de 5 p. 100 seulement en 1861, il est monté à 14 p. 100 en 1891. Quant aux autres accusés, ils se distribuaient ainsi, suivant qu'ils habitaient des communes urbaines (population agglomérée supérieure à 2000 habitants) ou des communes rurales :

| Domicile. | 1861. | | | 1891. | | |
|-----------|--------|----------------------------|--------------|--------|----------------------------|--------------|
| | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. |
| Urbain . | 2708 | 10 789 766 | 24 | 1986 | 14 311 292 | 14 |
| Rural . | 1842 | 26 596 517 | 6 | 1711 | 24 031 900 | 7 |

Il résulte de ces chiffres que la criminalité des villes a diminué dans une forte proportion; elle était quatre fois plus forte que celle des campagnes en 1861; elle ne l'est plus que deux fois en 1891. Mais cette réduction n'est sans doute qu'apparente; car c'est principalement sur les faux et les vols de peu d'importance que s'exerce la correctionnalisation extra légale et les deux tiers de ces méfaits sont commis dans les villes.

PROFESSION. — Jusqu'à présent, nous avons trouvé dans le dénombrement et dans la statistique criminelle des bases précises de comparaison entre les années 1861 et 1891 (sauf pour le degré d'instruction), et le rapport du nombre des accusés à celui de la population correspondante peut être considéré comme étant l'expression absolue de la réalité. Il n'en est, malheureusement, pas de même en ce qui touche les professions. Leur classification n'est pas la même dans le recensement de 1861 que dans celui de 1891; la dernière, toutefois, permet de faire, entre nos deux documents, un rapprochement dont voici le résultat d'ensemble :

| Professions. | 1891. | | | Sur 100 accusés. | |
|--------------------------------------|--------------------|----------------------------|--------------|------------------|-------|
| | Total des accusés. | Population correspondante. | Sur 100 000. | 1861. | 1891. |
| Agriculture | 1206 | 16 752 348 | 7 | 34 | 31 |
| — | 236 | 683 540 | 34 | 5 | 6 |
| Industrie | 1070 | 9 363 083 | 11 | 28 | 28 |
| Transports | 148 | 1 176 856 | 12 | 4 | 4 |
| Commerce. | 720 | 3 722 072 | 19 | 14 | 19 |
| Force publique | 41 | 703 486 | 6 | 2 | 1 |
| Administration publique | 93 | 667 085 | 14 | 2 | 2 |
| Professions libérales. | 95 | 977 476 | 10 | 3 | 2 |
| Propriétaires, rentiers. | 65 | 1 856 926 | 3 | 1 | 2 |
| Domestiques attachés à la personne . | 202 | 926 263 | 22 | 7 | 5 |

S'il n'est pas possible de constater, pour chacune des classes de la population, l'augmentation ou la diminution de la criminalité de 1861 à 1891, on peut, au moins, à l'aide de la statistique criminelle, dont les éléments n'ont jamais varié, établir la répartition proportionnelle, aux deux époques, des accusés d'après leur profession (4^e et 5^e colonnes du tableau), on voit qu'elle est très peu dissemblable; la différence un peu sensible à signaler se réfère aux accusés commerçants (patrons et commis) : 14 p. 100 en 1861 et 19 p. 100 en 1891.

Les gens sans aveu, exclus du tableau ci-dessus, formaient 5 p. 100 du total des accusés en 1861 et 8 p. 100 en 1891.

Dans toute étude sur la criminalité, il importe de tenir compte, non seulement des crimes, mais aussi des délits. Nous aurions voulu être à même de procéder, à l'égard des individus jugés pour ces dernières infractions, comme nous l'avons fait à l'égard des accusés; mais le nombre considérable des prévenus a toujours empêché la Chancellerie d'imposer aux magistrats un travail aussi détaillé que celui qu'elle leur demandait pour les accusés et la statistique criminelle fait uniquement connaître le sexe et l'âge des prévenus et encore, à ce dernier point de vue, ne divise-t-elle ces prévenus qu'en trois classes : 1° mineurs de 16 ans; 2° âgés de 16 à 21 ans et 3° majeurs de 21 ans; ses révélations n'en sont pas moins intéressantes.

Laissant de côté les prévenus jugés pour des contraventions fiscales ou forestières, nous ne prendrons que ceux à qui étaient imputés des délits de droit commun. On en a compté 146 299 en 1861 et 202 105 en 1891, soit une augmentation de 55 806 ou de 38 p. 100. Il convient de dire que dans le cours de cette période trentenaire, il a été créé un certain nombre d'incriminations tant par la correctionnalisation légale du 13 mai 1863 que par des lois spéciales. On peut évaluer à 6 000 environ le nombre des prévenus poursuivis pour les nouveaux délits en 1891, l'accroissement se trouverait donc réduit, de ce fait, à 34 p. 100.

Il est impossible de signaler une semblable progression de la criminalité générale sans rechercher sur quelles infractions elle a principalement porté. Nous avons vu, tout à l'heure, que l'année 1891 avait donné 55 806 prévenus de plus que l'année 1861; les neuf dixièmes d'entre eux (93 p. 100) ont été jugés pour les quatre espèces d'infractions suivantes : vagabondage et mendicité : 32 647 en 1891 au lieu de 11 055 en 1861; vol : 50 874 au lieu de 41 050; rébellion et outrages à des agents : 18 712 au lieu de 10 000 et coups volontaires 29 386 au lieu de 17 638. Parmi les autres infractions graves, telles que les délits contre les mœurs et les abus de confiance, on relève, pour les premiers, une augmentation de 558 prévenus (4 671 en 1861 et 5 229 en 1891) et, pour les seconds, une augmentation de 859 (3 250 en 1861 et 4 109 en 1891). Quant aux prévenus ayant à répondre d'escroqueries, leur nombre est descendu de 4 825 en 1861 à 4 073 en 1891, soit 752 de moins.

Voici comment se décomposaient, en 1861 et en 1891, les prévenus, sous le rapport du sexe :

| | Hommes. | | Femmes. | |
|-----------------------------|------------|------------|------------|------------|
| | 1861. | 1891. | 1861. | 1891. |
| Total | 119 838 | 173 142 | 26 461 | 28 963 |
| Population correspondante . | 15 133 062 | 15 577 976 | 15 310 109 | 15 858 931 |
| Proportion sur 100 000 . . | 792 | 1 111 | 173 | 183 |

La criminalité masculine s'est accrue de 44 p. 100, quand la criminalité féminine n'a augmenté que de 9 p. 100.

En matière correctionnelle, le nombre des mineurs de seize ans est trop élevé pour ne pas être comparé à celui de la population correspondante. Comme il est relativement rare que des enfants âgés de moins de dix ans soient traduits devant les tribunaux, on peut se rapprocher de la vérité en ne prenant pour base du calcul le nombre des mineurs de 10 à 15 ans.

| | | 1861. | | | 1891. | | |
|----------------|-------------------|--------|----------------------------|--------------|---------|----------------------------|--------------|
| | | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. | Total. | Population correspondante. | Sur 100 000. |
| <i>Hommes.</i> | | | | | | | |
| Âgés de | { 10 à 15 ans. . | 4 956 | 1 965 808 | 252 | 5 914 | 2 014 092 | 294 |
| | { 16 à 21 — . . | 16 260 | 1 604 576 | 1 013 | 26 181 | 1 637 916 | 1 598 |
| | { plus de 21 ans. | 98 622 | 11 562 678 | 853 | 141 047 | 11 925 768 | 1 182 |
| <i>Femmes.</i> | | | | | | | |
| Âgés de | { 10 à 15 ans. . | 974 | 1 917 666 | 51 | 1 013 | 1 995 760 | 51 |
| | { 16 à 21 — . . | 2 864 | 1 618 792 | 177 | 3 228 | 1 669 856 | 193 |
| | { plus de 21 ans. | 22 623 | 11 773 651 | 192 | 24 722 | 12 193 315 | 203 |

Si l'on prend les chiffres absolus représentant les mineurs de 16 ans renvoyés devant la juridiction correctionnelle, on ne constate, de 1861 à 1891, qu'un accroissement de 1897, soit de 16 p. 100; mais l'augmentation eût été de 24 p. 100 et même de 32 p. 100 si la comparaison avait eu lieu avec les années 1890 et 1889, pour lesquelles on avait relevé 7381 et 7840 prévenus âgés de moins de 16 ans. La diminution observée, en 1891, par rapport aux deux années précédentes, est due, en grande partie, aux comités de défense et de sauvetage de l'enfance, qui se sont formés à Paris et qui, depuis 1890, ont fonctionné avec une très grande activité.

On remarquera, par contre, l'augmentation considérable du nombre des prévenus (hommes) âgés de 16 à 21 ans, qui n'est pas moindre de 61 p. 100. Le rapprochement avec la population correspondante donne, pour 100 000 habitants de même sexe et de même âge, 1 598 en 1891 au lieu de 1 013 en 1861.

ORIGINE DES CONDAMNÉS. — Nous nous sommes occupé, jusqu'ici, de la criminalité *présumée*, c'est-à-dire que nous avons fait porter nos calculs sur le nombre total des accusés et des prévenus, sans tenir compte du résultat des poursuites. Il est du plus haut intérêt, maintenant, d'envisager la criminalité *réelle*, autrement dit, le nombre des individus reconnus coupables, par le jury et les tribunaux correctionnels, des méfaits qui leur étaient imputés. Les casiers judiciaires nous en fournissent le moyen. On sait que toute condamnation criminelle ou correctionnelle est constatée par un bulletin, classé dans le casier de l'arrondissement d'origine du condamné, si celui-ci est né en France, ou dans le casier central établi au Ministère de la justice, si le condamné est originaire de l'étranger. Il n'y a d'exception que pour les condamnations en matière forestière et pour les condamnations à l'amende prononcées à la requête des administrations publiques. Les premières ont été écartées des casiers judiciaires, parce qu'à l'époque de la création de l'institution (1850), l'administration forestière n'ayant pas le droit de transaction, qui ne lui a été conféré qu'en 1859, le nombre des contraventions était considérable (plus de 60 000, en moyenne, par an) et les casiers judiciaires auraient été promptement encombrés de bulletins relatant des condamnations prononcées pour des infractions n'impliquant, le plus souvent, aucune intention criminelle. Quant aux contraventions fiscales, frappées d'une simple peine pécuniaire sur les poursuites de l'administration compétente, leur peu d'importance explique leur exclusion des casiers

judiciaires. Ceux-ci ne contiennent donc que les condamnations relativement graves prononcées par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels.

Le dénombrement de 1891 ayant donné, pour la première fois, le lieu de naissance de tous les individus recensés, il s'ensuit qu'il est facile d'établir la répartition géographique de la criminalité réelle d'après l'origine des condamnés. Les résultats obtenus par le rapprochement du dénombrement et du nombre des condamnations inscrites au casier judiciaire sont exposés dans les deux tableaux, par département, qui accompagnent ce travail.

Le tableau I indique, pour chaque département, le rang qu'il occupe, par sa population (1^{re} colonne); par la proportion des condamnations pour 10000 habitants recensés dans le département (2^e colonne); par la proportion des individus nés dans le département sur 10000 accusés ou prévenus condamnés dans toute la France (3^e colonne) et par la proportion, sur 10000 habitants originaires du département, de ceux qui ont été condamnés.

Le tableau II fait connaître, par département, le nombre des condamnés qui en sont originaires (1^{re} colonne); celui des habitants nés dans le département et recensés sur tout le territoire (2^e colonne) et la proportion des premiers sur 10000 des seconds (3^e colonne). Cette dernière proportion est donnée, pour chaque province, après le nom de celle-ci. (V. tableaux, p. 321, 322.)

La densité de la population peut être une des causes de la criminalité; mais elle n'est pas la seule et, même, elle est, quelquefois, la moins influente. Ainsi, aux deux extrémités de l'échelle, les départements qui présentent le plus et le moins de condamnés (2^e colonne du tableau I) sont ceux de la Corse : 3563 condamnés pour 288596 habitants, soit 123 sur 10000; et des Côtes-du-Nord : 1761 condamnés pour 618652 habitants, soit 28 sur 10000. C'est donc dans les mœurs et les habitudes de la population qu'il faut chercher les causes de criminalité; la nature des délits réprimés facilite cette étude. En Corse, pays montagneux et boisé, les prévenus de délits forestiers ou de chasse forment les deux tiers du total; la violence y est prompte, aussi des poursuites pour coups et blessures volontaires sont-elles intentées contre un quart des prévenus; après le département de la Seine, c'est dans celui de la Corse que l'on compte le plus grand nombre de prévenus jugés pour port d'armes prohibées; le vol, le vagabondage et la mendicité y sont rares. Les délits ruraux y sont nombreux; quant aux contraventions rurales, elles représentent les deux cinquièmes du total relevé pour toute la France. Dans les Côtes-du-Nord, pays essentiellement agricole (plus des sept dixièmes des habitants vivent de l'agriculture), les délits poursuivis sont de nature très diverse; cependant, les prévenus de vol, de vagabondage et de mendicité entrent pour 49 p. 100 dans le total.

On comprend combien serait instructive une étude de ce genre faite pour chaque département; mais elle n'entre pas dans le cadre de cet article. En somme, les dix départements qui présentent la plus forte proportion de condamnés par rapport à leur population sont :

| Départements. | Condamnés. | Population, Sur 10 000. | Départements. | Condamnés. | Population, Sur 10 000. |
|----------------------|------------|-------------------------|---------------------|------------|-------------------------|
| Corse | 3 563 | 288 596 123 | Calvados | 3 818 | 428 945 89 |
| Hérault | 4 683 | 461 651 101 | Alpes-Maritimes . . | 2 195 | 258 571 85 |
| Seine-Inférieure . . | 8 421 | 839 876 100 | Seine | 26 272 | 3 141 595 84 |
| Eure | 3 468 | 349 471 99 | Seine-et-Oise . . . | 5 038 | 628 590 80 |
| Bouches-du-Rhône. | 6 060 | 630 622 96 | Var | 2 291 | 288 336 79 |

TABLEAU I.

| DÉPARTEMENTS. | NUMÉROS D'ORDRE | | | | DÉPARTEMENTS. | NUMÉROS D'ORDRE | | | |
|-------------------------|------------------------|--|--|--|----------------------------|------------------------|--|--|--|
| | d'après la population. | d'après la proportion des condamnés sur 10 000 habitants recensés dans le département. | d'après la proportion sur 10 000 Français condamnés en France, de ceux qui étaient originaires du département. | d'après la proportion des condamnés sur 10 000 individus originaires du département. | | d'après la population. | d'après la proportion des condamnés sur 10 000 habitants recensés dans le département. | d'après la proportion sur 10 000 Français condamnés en France, de ceux qui étaient originaires du département. | d'après la proportion des condamnés sur 10 000 individus originaires du département. |
| AIN | 44 | 56 | 65 | 80 | LOIRE-INFÉRIEURE . . | 8 | 50 | 6 | 11 |
| AISNE | 18 | 18 | 9 | 6 | LOIRET | 37 | 39 | 43 | 48 |
| ALLIER | 32 | 53 | 69 | 85 | LOT | 76 | 65 | 60 | 53 |
| ALPES (BASSES-) . . . | 85 | 47 | 85 | 54 | LOT-ET-GARONNE . . | 62 | 61 | 72 | 69 |
| ALPES (HAUTES-) . . . | 86 | 36 | 86 | 62 | LOZÈRE | 84 | 45 | 79 | 17 |
| ALPES-MARITIMES . . . | 74 | 7 | 82 | 55 | MAINE-ET-LOIRE . . . | 20 | 55 | 28 | 49 |
| ARDÈCHE | 40 | 79 | 35 | 45 | MANCHE | 21 | 42 | 16 | 35 |
| ARDENNES | 56 | 58 | 42 | 22 | MARNE | 28 | 11 | 18 | 12 |
| ARIÈGE | 80 | 33 | 70 | 52 | MARNE (HAUTE-) . . . | 77 | 75 | 75 | 58 |
| AUBE | 75 | 28 | 73 | 47 | MAYENNE | 54 | 35 | 46 | 43 |
| AUDE | 37 | 25 | 68 | 64 | MEURTHE-ET-MOSELLE | 26 | 27 | 34 | 30 |
| AVEYRON | 36 | 48 | 27 | 37 | MEUSE | 64 | 32 | 54 | 31 |
| BOUCHES-DU-RHÔNE . . | 9 | 5 | 21 | 24 | MORBIHAN | 19 | 80 | 15 | 40 |
| CALVADOS | 30 | 6 | 10 | 2 | NIÈVRE | 49 | 77 | 52 | 63 |
| CANTAL | 78 | 41 | 50 | 18 | NORD | 2 | 23 | 2 | 36 |
| CHARENTE | 42 | 30 | 39 | 26 | OISE | 35 | 13 | 19 | 15 |
| CHARENTE-INFÉR . . . | 25 | 72 | 44 | 70 | ORNE | 46 | 67 | 31 | 21 |
| CHER | 43 | 83 | 55 | 74 | PAS-DE-CALAIS | 3 | 21 | 4 | 10 |
| CORRÈZE | 55 | 44 | 37 | 23 | PUY-DE-DÔME | 16 | 68 | 30 | 76 |
| CORSE | 65 | 1 | 24 | 7 | PYRÉNÉES (BASSES-) . | 31 | 59 | 32 | 38 |
| CÔTE-D'OR | 38 | 74 | 62 | 77 | PYRÉNÉES (HAUTES-) . | 81 | 20 | 77 | 60 |
| CÔTES-DU-NORD | 13 | 86 | 8 | 14 | PYRÉNÉES-ORIENT . . . | 82 | 19 | 76 | 28 |
| CREUSE | 68 | 81 | 58 | 59 | RHÔNE | 5 | 40 | 7 | 8 |
| DORDOGNE | 22 | 62 | 29 | 50 | Saône (Haute-) et Belfort. | 41 | 14 | 26 | 19 |
| DOUBS | 60 | 22 | 51 | 25 | SAÔNE-ET-LOIRE | 12 | 78 | 33 | 82 |
| DRÔME | 59 | 70 | 71 | 72 | SARTHE | 29 | 69 | 38 | 56 |
| EURE | 47 | 4 | 14 | 4 | SAVOIE | 72 | 51 | 81 | 78 |
| EURE-ET-LOIR | 67 | 49 | 60 | 51 | SAVOIE (HAUTE-) . . . | 71 | 31 | 53 | 27 |
| FINISTÈRE | 7 | 57 | 11 | 29 | SEINE | 1 | 8 | 1 | 5 |
| GARD | 33 | 29 | 49 | 61 | SEINE-INFÉRIEURE . . . | 4 | 3 | 3 | 1 |
| GARONNE (HAUTE-) . . . | 23 | 60 | 48 | 73 | SEINE-ET-MARNE | 45 | 15 | 47 | 41 |
| GERS | 73 | 76 | 83 | 81 | SEINE-ET-OISE | 10 | 9 | 22 | 33 |
| GIRONDE | 6 | 16 | 17 | 57 | SÈVRES (DEUX-) | 51 | 84 | 74 | 84 |
| HÉRAULT | 24 | 2 | 25 | 20 | SOMME | 17 | 26 | 12 | 13 |
| ILLE-ET-VILAINE | 11 | 64 | 20 | 71 | TARN | 48 | 34 | 41 | 32 |
| INDRE | 63 | 66 | 61 | 66 | TARN-ET-GARONNE . . . | 83 | 85 | 84 | 33 |
| INDRE-ET-LOIRE | 50 | 43 | 64 | 65 | VAR | 66 | 10 | 67 | 42 |
| ISÈRE | 15 | 71 | 36 | 79 | VAUCLUSE | 79 | 46 | 80 | 67 |
| JURA | 70 | 24 | 57 | 44 | VENDÉE | 27 | 82 | 78 | 86 |
| LANDES | 61 | 63 | 59 | 68 | VIENNE | 53 | 73 | 63 | 75 |
| LOIR-ET-CHER | 69 | 38 | 56 | 46 | VIENNE (HAUTE-) . . . | 39 | 17 | 23 | 16 |
| LOIRE | 14 | 37 | 5 | 3 | VOSGES | 34 | 12 | 13 | 9 |
| LOIRE (HAUTE-) | 58 | 54 | 45 | 39 | YONNE | 52 | 52 | 40 | 34 |

TABLEAU II.
Répartition géographique de la criminalité d'après l'origine des condamnés. (Casiers judiciaires et dénombrement de 1891.)

| ANCIENNES PROVINCES. | DÉPARTEMENTS. | NOMBRE des condamnés originaires de chaque département. | POPULATION ORIGINAIRE de chaque département. | PROPORTION des CONDAMNÉS par 10 000 habitants originaires du département. | ANCIENNES PROVINCES. | DÉPARTEMENTS. | NOMBRE des condamnés originaires de chaque département. | POPULATION ORIGINAIRE de chaque département. | PROPORTION des CONDAMNÉS par 10 000 habitants originaires du département. | |
|------------------------------------|----------------------------------|---|--|---|-------------------------------|------------------------------|---|--|---|----|
| Alsace (64). | Belfort | 439 | 68 871 | 64 | Ile de France (78) | Aisne | 4 496 | 571 280 | 79 | |
| | Charente | 2 074 | 869 617 | 57 | | Oise | 2 679 | 388 472 | 69 | |
| | Angoumois (57) | 2 415 | 516 625 | 47 | | Seine | 12 650 | 1 508 733 | 84 | |
| | Anjou (47) | 6 702 | 882 916 | 76 | | Seine-et-Marne | 1 830 | 358 991 | 51 | |
| | Pas-de-Calais | 1 853 | 451 750 | 41 | | Seine-et-Oise | 2 617 | 439 032 | 54 | |
| | Amis et Saintonge (41) | 1 739 | 276 503 | 63 | | Artois | 1 276 | 430 958 | 50 | |
| | Auvergne (46) | Cantal | 2 328 | 589 613 | | 39 | Aude | 1 902 | 294 433 | 48 |
| | | Puy-de-Dôme | 1 058 | 251 449 | | 43 | Gard | 1 815 | 399 943 | 45 |
| | | Avignon [Comtat d'] (42) | 2 815 | 431 246 | | 58 | Garonne (Haute-) | 2 837 | 454 061 | 40 |
| | | Béarn (65) | 1 517 | 384 509 | | 39 | Hérault | 1 869 | 401 787 | 61 |
| Berri (41) | | 1 970 | 392 287 | 49 | Loire (Haute-) | 1 099 | 354 137 | 53 | | |
| Bourbonnais (28) | | Cher | 1 286 | 436 337 | 29 | Lozère | 2 019 | 170 296 | 55 | |
| | | Allier | 1 504 | 369 773 | 35 | Tarn | 2 118 | 368 407 | 55 | |
| | | Alsace (64) | 1 970 | 374 312 | 37 | Tarn-et-Aragon | 2 511 | 358 364 | 59 | |
| | | Charente | 2 233 | 663 350 | 34 | Haute-Vienne | 2 201 | 380 762 | 66 | |
| | | Angoumois (57) | 2 052 | 376 730 | 54 | Meurthe-et-Moselle | 1 674 | 399 692 | 56 | |
| | Anjou (47) | 4 787 | 687 636 | 70 | Meuse | 3 374 | 299 273 | 56 | | |
| | Pas-de-Calais | 4 915 | 738 343 | 57 | Vosges | 5 454 | 425 611 | 79 | | |
| | Amis et Saintonge (41) | 2 646 | 637 742 | 41 | Loire | 4 874 | 595 701 | 92 | | |
| | Charente | 4 890 | 649 745 | 76 | Lyonnais (85) | 1 837 | 61 904 9 | 79 | | |
| | Amis et Saintonge (41) | 2 892 | 571 906 | 52 | Rhône | 2 079 | 458 812 | 46 | | |
| Bretagne (60) | Ardennes | 1 974 | 330 146 | 60 | Mayenne | 1 468 | 369 877 | 50 | | |
| | Finistère | 1 191 | 237 166 | 50 | Sarthe | 1 689 | 458 812 | 46 | | |
| | Ille-et-Vilaine | 2 739 | 322 500 | 72 | Creuse | 1 674 | 321 858 | 46 | | |
| | Loire-Inférieure | 1 173 | 255 338 | 46 | Alpes-Maritimes | 1 899 | 914 001 | 46 | | |
| | Morbihan | 2 474 | 314 913 | 79 | Alpes-Nièvre | 4 276 | 387 717 | 43 | | |
| | Côtes-du-Nord | 555 | 136 236 | 44 | Nivernais (45) | 3 114 | 421 182 | 101 | | |
| | Ille-et-Vilaine | 1 242 | 307 763 | 40 | Calvados | 2 323 | 352 404 | 88 | | |
| | Loire-Inférieure | 8 656 | 604 707 | 35 | Manche | 2 811 | 555 886 | 58 | | |
| | Morbihan | 1 957 | 161 954 | 53 | Orne | 1 408 | 384 789 | 60 | | |
| | Ardennes | 1 716 | 229 698 | 47 | Seine-Inférieure | 1 493 | 804 194 | 101 | | |
| Champagne (59) | Nord | 1 173 | 229 698 | 47 | Eure-et-Loir | 1 493 | 300 038 | 47 | | |
| | Aube | 2 474 | 314 913 | 79 | Loiret | 4 060 | 391 654 | 49 | | |
| | Marne | 2 474 | 314 913 | 79 | Loir-et-Cher | 1 191 | 299 288 | 50 | | |
| | Marne (Haute-) | 2 474 | 314 913 | 79 | Somme | 1 191 | 569 996 | 71 | | |
| | Marne (Haute-) | 2 474 | 314 913 | 79 | Deux-Sèvres | 1 191 | 370 277 | 32 | | |
| | Corse (79) | 2 474 | 314 913 | 79 | Vendée | 1 191 | 468 734 | 24 | | |
| | Corse | 2 474 | 314 913 | 79 | Vienna | 1 191 | 553 918 | 39 | | |
| | Corse | 2 474 | 314 913 | 79 | Basses-Alpes | 1 191 | 450 871 | 46 | | |
| | Corse | 2 474 | 314 913 | 79 | Var | 1 191 | 137 043 | 58 | | |
| | Corse | 2 474 | 314 913 | 79 | Roussillon (57) | 1 191 | 253 787 | 50 | | |
| Dauphiné (37) | Haute-Saône | 2 474 | 314 913 | 79 | Pyrenées-Orientales | 1 191 | 303 075 | 57 | | |
| | Doubs | 2 474 | 314 913 | 79 | Savoie | 1 191 | 293 165 | 85 | | |
| | Haute-Saône | 2 474 | 314 913 | 79 | Savoie (Haute-) | 1 191 | 314 090 | 57 | | |
| | Aveyron | 2 474 | 314 913 | 79 | Indre-et-Loire | 1 191 | 314 700 | 49 | | |
| | Dordogne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Gers | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Landes | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Gironde | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Lot | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Lot-et-Garonne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| Guyenne et Gascogne (44) | Pyrenées (Hautes-) | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn-et-Garonne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn-et-Garonne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn-et-Garonne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn-et-Garonne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |
| | Tarn-et-Garonne | 2 474 | 314 913 | 79 | | | | | | |

La moyenne générale est de 57 condamnés sur 10 000 habitants. Les proportions les plus faibles se relèvent dans :

| Départements. | Condamnés. | Population, Sur 10 000. | Départements. | Condamnés. | Population, Sur 10 000. |
|----------------------|------------|-------------------------|---------------|----------------------|-------------------------|
| Nièvre | 1 199 | 343 581 | 35 | Vendée | 1 420 442 355 32 |
| Saône-et-Loire . . . | 2 160 | 619 523 | 35 | Cher | 1 073 359 276 30 |
| Ardèche | 1 312 | 371 269 | 35 | Deux-Sèvres | 1 054 354 282 30 |
| Morbihan | 1 880 | 544 470 | 34 | Tarn-et-Garonne. . . | 615 206 596 30 |
| Creuse | 922 | 284 660 | 32 | Côtes-du-Nord . . . | 1 761 618 652 28 |

Rapprochons maintenant le nombre des condamnés originaires de chaque département du total des accusés et prévenus condamnés dans toute la France (3^e colonne du tableau I); ici, la densité de la population jouera nécessairement un rôle considérable et les départements se classeront à peu près dans l'ordre que leur assigne la population recensée (1^{re} colonne du même tableau).

L'ensemble des bulletins classés dans tous les casiers judiciaires, 206 731, indique le total des condamnations criminelles ou correctionnelles prononcées, et le nombre des bulletins classés dans les casiers d'un département montre combien d'individus originaires de ce département ont été condamnés. Ainsi, le casier du tribunal de la Seine a reçu 12 650 des 206 731 bulletins de condamnation, il s'ensuit que sur 10 000 individus condamnés en France, 612 appartenaient, par leur naissance, au département de la Seine; viennent ensuite :

| Départements. | Condamnés originaires du département. | Proportion sur 10 000 individus condamnés en France. | Départements. | Condamnés originaires du département. | Proportion sur 10 000 individus condamnés en France. |
|-----------------------|---------------------------------------|--|---------------------|---------------------------------------|--|
| Nord. | 8 656 | 419 | Rhône | 4 874 | 236 |
| Seine-Inférieure . . | 8 145 | 394 | Côtes-du-Nord . . . | 4 787 | 232 |
| Pas-de-Calais. . . . | 6 702 | 324 | Aisne. | 4 496 | 217 |
| Loire. | 5 454 | 264 | Calvados | 4 276 | 207 |
| Loire-Inférieure. . . | 4 890 | 237 | Finistère | 4 245 | 205 |

On ne peut se dispenser de remarquer que le département des Côtes-du-Nord, qui est au dernier rang pour sa criminalité interne (2^e colonne du tableau I), passe au 8^e pour la contribution de ses indigènes à la criminalité générale (3^e colonne du même tableau). Il n'y a pas lieu d'en être surpris en présence des indications suivantes : sur 687 558 Français nés dans les Côtes-du-Nord, 108 920, plus du sixième, ont été recensés hors de ce département, dont 25 873 étaient domiciliés dans le département de la Seine (*dénombrement de 1891*) et 627 de ces derniers ont été arrêtés pendant l'année (*Annuaire statistique de la ville de Paris, 1891*). C'est donc avec raison que M. Henri Joly, dans *La France criminelle*, p. 45, dit « que l'habitant des Côtes-du-Nord est très bon chez lui; mais qu'en sortant de chez lui il a beaucoup plus de chances de devenir un délinquant ». La même situation se présente, d'ailleurs, pour les individus originaires de la Loire, de la Loire-Inférieure, du Nord, du Pas-de-Calais, du Rhône, etc.

Les départements, au contraire, dont les indigènes participent le moins à la criminalité générale sont ceux-ci :

| Départements. | Condamnés originaires du département. | Proportion sur 10 000 individus condamnés en France. | Départements. | Condamnés originaires du département. | Proportion sur 10 000 individus condamnés en France. |
|---------------------------|--|--|---------------------------|--|--|
| Vaucluse | 1 125 | 54 | Gers | 915 | 44 |
| Hautes-Pyrénées | 1 123 | 54 | Tarn-et-Garonne | 713 | 34 |
| Vendée | 1 118 | 54 | Lozère | 650 | 31 |
| Savoie | 1 030 | 50 | Basses-Alpes | 635 | 31 |
| Alpes-Maritimes | 999 | 48 | Hautes-Alpes | 553 | 27 |

Enfin, si l'on compare entre eux les individus originaires du même département, sur quelque point du territoire qu'ils aient été condamnés (4^e colonne du tableau I), on voit, à l'aide du tableau II, 3^e colonne, que la proportion des condamnés sur 10 000 individus va de 24 dans la Vendée à 101 dans le Calvados et la Seine-Inférieure.

Pour conclure, la criminalité française, dans son ensemble, se chiffre par 56 condamnations pour 10 000 individus nés en France. Cette moyenne est égalée ou dépassée dans 31 départements en tête desquels figurent le Calvados et la Seine-Inférieure (chacun 101 originaires condamnés sur 10 000); la Loire (92); l'Eure (88); la Seine (84); l'Aisne, la Corse, le Rhône, les Vosges (chacun 79) et le Pas-de-Calais (76). Elle n'est pas atteinte dans 55 départements, aux derniers rangs desquels on remarque la Côte-d'Or (37); la Savoie, l'Isère et l'Ain (chacun 35); le Gers et Saône-et-Loire (chacun 34); Tarn-et-Garonne et les Deux-Sèvres (chacun 33); l'Allier (29) et la Vendée (24).

Le même rapprochement opéré par province (tableau II) donne les plus fortes proportions pour le Lyonnais, 85 condamnés sur 10 000 individus nés dans la province; la Normandie, 82; la Corse, 79; le Pas-de-Calais, 76; l'Île-de-France, 73 et la Picardie, 71; et les plus faibles pour le Nivernais, 43; la Touraine, 43; le Berri, 41; la Bourgogne, 39; le Dauphiné, 37; le Poitou, 31 et le Bourbonnais, 29.

Et, si l'on divise, comme le fait le dénombrement, la France en six grandes régions, on relève 68 condamnés sur 10 000 habitants nés dans le Nord; 59 dans l'Ouest; 54 dans le Centre; 53 dans l'Est; 49 dans le Sud-Est et 46 dans le Sud-Ouest.

Cette étude de la criminalité dans ses rapports avec l'origine des condamnés ne serait pas complète si l'on ne recherchait dans quelle proportion les individus nés à l'étranger sont frappés, en France, par la justice répressive.

Il a été prononcé, en 1891, par les cours d'assises et les tribunaux correctionnels, 15 854 condamnations contre des individus d'origine étrangère. Ce chiffre, rapproché de la population correspondante, donne 180 condamnations pour 10 000 individus; on a vu plus haut que pour les habitants d'origine française, la proportion n'est que de 56 sur 10 000.

Le nombre des individus nés à l'étranger et domiciliés en France excède 10 000 dans dix-sept départements; il est donc suffisamment élevé pour assurer aux résultats de nos comparaisons une valeur appréciable. Ces départements sont classés ci-dessous d'après le chiffre proportionnel décroissant des condamnés par 10 000 habitants de cette catégorie spéciale.

| Départements. | Habitants d'origine étrangère. | Nombre des condamnés. | Proportion sur 10 000. | Départements. | Habitants d'origine étrangère | Nombre des condamnés. | Proportion sur 10 000. |
|------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|------------------------------|
| Haute-Saône | 14 645 | 506 | 345 | Pas-de-Calais | 13 776 | 253 | 184 |
| Gironde | 10 104 | 299 | 296 | <i>Toute la France.</i> | <i>378 869</i> | <i>15 854</i> | <i>180</i> |
| Marne | 13 376 | 352 | 263 | Seine-et-Oise | 19 809 | 350 | 177 |
| Hérault | 10 228 | 253 | 247 | Alpes-Maritimes | 50 146 | 814 | 162 |
| Var | 20 675 | 505 | 244 | Basses-Pyrénées | 12 486 | 191 | 153 |
| Rhône | 18 707 | 435 | 232 | Seine | 181 996 | 2 674 | 147 |
| Meurthe-et-Moselle | 39 287 | 838 | 213 | Vosges | 23 328 | 307 | 132 |
| Doubs | 14 545 | 280 | 192 | Nord | 177 008 | 2 065 | 117 |
| Bouches-du-Rhône | 66 785 | 1 231 | 184 | Ardennes | 21 045 | 234 | 111 |

Dans le département de la Haute-Saône est compris le territoire de Belfort (1), pour lequel on compte 411 condamnations pour 9754 individus d'origine étrangère, ce qui donne une proportion de 421 condamnés pour 10 000 et réduit à 194 sur 10 000 celle des trois autres arrondissements du même département.

Tels sont les principaux enseignements qui ressortent de la comparaison de la statistique criminelle de 1891 avec le dénombrement de la même année; nous avons pensé qu'ils étaient de nature à intéresser les démographes et les moralistes.

Émile YVERNÈS.